



European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

1 | 2004

THEMATIC ISSUE

Gecekondu

Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique.

*Trials and tribulations of the word gecekondu (1947-2004): a gradual loss of
significance. For a terminological explanation.*

Jean-François Pérouse



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/ejts/117>

DOI: 10.4000/ejts.117

ISSN: 1773-0546

Publisher

EJTS

Electronic reference

Jean-François Pérouse, « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique. », *European Journal of Turkish Studies* [Online], 1 | 2004, Online since 04 March 2015, connection on 16 February 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/117> ; DOI : 10.4000/ejts.117



Citation: Pérouse, Jean-François (2004) 'Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL : <http://www.ejts.org/document117.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique

Jean-François Pérouse

Abstract. This paper starts with a basic statement : the term of *gecekondu*, emerged in 1947 and since continuously transformed, could not yet be seriously used without many precautions. The lack of a systematic analysis of its semantic variations is now making this word totally irrelevant for social research. In this respect, we try to draw the history of the term and, in the same time, to point out the various definitions that have to be distinguished. To sum up, we can distinguish four definitions : first, the juridical (related to the ownership of the land), secondly, the architectural, thirdly the metaphorical (here *gecekondu* means illegality of building) and the social one. The actual confusion of these various dimensions has to be solved for going on better with *gecekondu* studies.

Voici plus de 50 ans (Vaner et Yerasimos 1988) que le terme de *gecekondu* – exemple célèbre de l'extraordinaire capacité inventive de la langue turque¹ – est utilisé, trop utilisé, le plus souvent sans grand souci de rigueur conceptuelle. De ce fait, le terme a perdu tout son sens, toute sa pertinence et sa force explicative. Comme le dit Eran Ocak² dans un article récent (Ocak 2002 : 91), le mot *gecekondu* relève du « prêt-à-penser », dont la « conceptualisation demeure cruellement insuffisante ». Sorte de *topos* encombrant de la recherche sur la Turquie contemporaine – inlassablement présenté sous la forme d'un problème constitué *a priori* –, le mot *gecekondu*, n'évoque donc plus rien de précis, et ne peut plus être utilisé tel quel sans verser dans un préjudiciable confusionnisme pré-critique. On peut même dire qu'il est devenu scientifiquement contre-productif, si l'on conserve quelque prétention d'ordre scientifique. Il suffit de considérer les multiples champs disciplinaires dans lesquels il est employé de différentes façons – urbanisme, architecture, sociologie, anthropologie, ethnologie, géographie ou science politique – pour faire le constat de la crise de ce terme et de sa trompeuse banalisation. De même, ses diverses traductions en révèlent toute la polysémie : traduit en français par « bidonville », en anglais par *slum*, *shanty*, *squatter's house* ou *squattertown*, chacune de ces traductions est une interprétation qui renvoie aux traditions de recherche et d'intervention développementaliste de chaque pays considéré, dont il faudrait avoir conscience, si l'on souhaite construire un langage commun. Donc au lieu de répéter les chiffres habituels, toujours effrayants – un million de *gecekondu* à Istanbul, par exemple, soit la moitié des constructions ! – une rigoureuse mise à plat s'impose.

[2] On tient donc là un des « mal pensés » de la recherche sur la Turquie contemporaine, qui mérite d'être ré-interrogé d'urgence. Trop d'auteurs croient avoir tout dit en employant sans précision ce mot magique. En effet, utilisé à tort et à travers, il est convoqué pour parler à la fois, et pêle-mêle, de pauvreté urbaine, de paysages urbains, d'immigration interne, de rapports de propriété au sol urbain, de mouvements sociaux, de politiques de logement ou de pratiques d'auto-construction ; chaque auteur ayant sa vision

1 A partir du mot *gecekondu* sont apparus les mots *apartkondu*, *mezarkondu*, *camikondu*, *surkondu*, *kent kondu*, *seçimkondu* etc.

2 Et d'autres, à l'instar de Arslan Rifki (1998 : 9).

personnelle et implicite du *gecekondu*. A quoi bon donner le nombre de *gecekondu* en Turquie – voire le nombre qui se construit chaque jour... – ou le pourcentage de la population urbaine vivant en *gecekondu*, comme le font tant d'auteurs, si l'on ne sait pas de quoi l'on parle ?

[3] Autrement dit, faut-il proscrire des discours scientifiques ce terme qui ne semble plus remplir de fonction heuristique satisfaisante ? Sinon, à quelles conditions l'utiliser et quel protocole de précautions déployer ? Comment concilier l'approche architecturale, qui fétichise *volens volens* une forme de construction – en fait historiquement datée³ –, l'approche urbanistique, qui s'intéresse davantage aux mécanismes juridiques, et l'approche sociologique ou anthropologique ? On se propose donc de « déconstruire » le *gecekondu*, pour éventuellement le reconstruire sur des bases plus saines, afin, pour parodier Mallarmé, de *redonner sens* à ce mot de notre tribu. A cette fin, nous souhaiterions inviter à relire les textes fondateurs sur la question (Yavuz 1953 ; Öğretmen 1957 ; Gençay 1962 ; Yasa 1966 ; Yörükhan 1968 ; Asma 1971 ; Keleş 1972 ; Akçay 1974 ; Şen 1975 ; Karpat 1976) afin de bâtir un langage commun plus précis et donc plus opératoire. De la sorte, on vise à sortir d'une assimilation trop systématique, entre *gecekondu* et périphérie, par exemple, entre *gecekondu* et pauvreté urbaine ou entre *gecekondu* et habitat illégal (les formes prises par l'illégal et le non réglementaire étant multiples).

[4] Aussi, sans refaire ce qu'a admirablement fait Tahire Erman (Erman 2001 ; Erman, Tok 2004), notre ambition ici est simplement de jalonner, depuis les premières occurrences du terme (1947), les glissements sémantiques du terme de *gecekondu* – saisi à travers ses usages concrets –, que nous posons comme révélateurs à la fois de l'évolution de la question du logement en Turquie et des changements survenus dans le regard politique et universitaire porté sur cette évolution.

[5] Cet indispensable travail préalable est un **travail de définition et de mise en perspective historique** qui permettra d'éclaircir le terme en débat, en vue de pouvoir le réutiliser de façon plus efficace. On pourra, ce faisant, suggérer d'autres concepts et en tout cas esquisser un travail de délimitation. Le but n'est pas d'arrêter **une** définition, mais

3 Ce qui fait dire à certains architectes qu'on ne construit plus de *gecekondu* aujourd'hui.

plutôt de considérer l'éventail des définitions possibles ainsi que l'éventuelle articulation des critères distinctifs, juridiques, architecturaux et/ou sociaux. A cette fin, on aura pour souci d'examiner les mécanismes de constitution des *gecekondu* et les conditions favorables à leur « prolifération ». La classification terminologique proposée ici ne répond pas à une logique chronologique, elle vise simplement à proposer une explicitation et une mise en ordre des définitions implicites du terme, largement concurrentes et concomitantes.

I Le sol et son statut : le « *gecekondu* foncier »

Une définition d'abord juridique

[6] En premier lieu on peut dire que si le *gecekondu* constitue le type le plus commun et emblématique de construction illégale en Turquie, son illégalité a d'abord trait au statut du sol investi. A cet égard, l'ancienne définition de Gençay (Gençay 1962 : 5) nous est utile, en tant qu'elle privilégie justement le critère de l'illégalité de l'occupation : *"Hébergement construit rapidement sur un lieu n'appartenant pas à celui qui construit, en violation des règlements sur la construction, sans aucun souci des normes hygiéniques et techniques"*. De la même façon, la définition proposée en 1953 par Fehmi Yavuz constitue un utile point de départ : *"Les *gecekondu* sont des bâtiments édifiés précipitamment, la plupart du temps dépourvus des conditions de confort les plus élémentaires, et qui contreviennent aux lois sur la construction, sans tenir compte des droits du propriétaire du terrain où ils s'installent"⁴*. Dans cette perspective, l'illégalité est même double : elle porte à la fois sur le sol (approprié) et sur le mode de construction. Cette première définition fait abstraction de la forme de la construction.

[7] Dans cette optique, le *gecekondu* est une forme d'auto-construction illégale (sans autorisation), sur des terrains au départ non possédés par les constructeurs. En

4 Nous soulignons. On remarquera que cette définition est étonnamment proche de celle qui figure dans la fameuse "Loi sur les *gecekondu*" de 1966 (art.2) : "Dans cette loi, le terme de *gecekondu* renvoie à des constructions non licites, faites sans tenir compte des règlements généraux et des directives fixant les conditions de réalisation des travaux de construction, sur des terrains, constructibles ou non, n'appartenant pas au constructeur, et sans l'accord du propriétaire".

conséquence, ce qui définit le *gecekondu*, c'est une configuration initiale, invariable : une opération d'auto-construction illégale, sur des terrains non possédés par les constructeurs. D'où l'expression de *gecekondu* foncier. Ces terrains non acquis (ou acquis auprès d'un lotisseur véreux), ce sont le plus souvent des terrains du domaine public (*hazine* ou *maliye*) ou propriété d'une fondation pieuse (*vakıf*), en bien de mainmorte. Les propriétaires privés se laissent spolier moins aisément⁵. Par ailleurs, espaces de non-droit (par définition), les terrains investis par les *gecekondu* sont fréquemment la proie d'obscures mafias de l'immobilier, qui s'octroient de faux titres de propriété ou se prévalent de faux droits, pour exercer des pressions sur une population déjà fragile, et réclamer par la force loyers ou autres taxes. Depuis les années soixante, les incidents dus aux agissements de ces mafias sont fréquents dans certains quartiers périphériques comme Armutlu⁶ (arrondissement de Sarıyer) ou Gazi (Gaziosmanpaşa).

L'apparition du terme *gecekondu* à la « Grande Assemblée Nationale de Turquie » (TBMM) fin 1947

[8] L'examen des minutes des débats à la TBMM montre combien le terme, dans son acception juridique et foncière, a rapidement été adopté par le législateur. C'est en effet lors du vote du budget pour l'année 1948, à la fin 1947 – soit quelques semaines après l'apparition du terme dans la presse stambouliote⁷ –, que le terme semble avoir été introduit et utilisé pour la première fois publiquement par des députés⁸. Durant la session du 29 décembre 1947, un député démocrate de Çanakkale, Nurettin Önen, se montre sévère envers les Républicains. Pour lui Ankara, "(...) avec ses centaines de *gecekondu*, ses bâtiments de conservatoire ultramodernes, ses hôpitaux avec deux malades par lit,

5 On peut quand même citer le cas d'un propriétaire à Sarıyer souhaitant rentrer dans ses droits (en juin 1995) quarante ans après que son terrain, qui figure au cadastre comme "espace couvert de broussailles" (*fundalık*) a été investi... Le problème est que le terrain est habité illégalement par plus de 15.000 habitants (ce qui représente 2.500 logements).

6 Pour enrayer ces abus et violences, la police a été contrainte d'intervenir massivement fin janvier 1991 dans ce quartier : 3.000 policiers ont alors procédé à 131 arrestations.

7 Cf. Yerasimos ; Vaner (1988: 151-154). Selon les auteurs, le mot serait apparu dans la presse stambouliote pour la première fois le 5 juin 1947.

8 Pour Istanbul et Ankara, les statistiques parlent déjà, avant la Deuxième Guerre mondiale, de " *baraka* ", maisons en tôle, dont le nombre était limité.

ses gretsiyel..." est devenue une "région de contrastes" ("*bir tezatlar diyarı haline gelmiştir*").

[9] La loi de juin 1948 (loi n°5218) constitue selon nous, bien avant la loi toujours citée de 1966, un des textes fondateurs de la posture des pouvoirs publics vis-à-vis du phénomène des *gecekondu*, qui institue pour longtemps le vocabulaire politique vis-à-vis du phénomène. En ce sens, il convient de revenir sur son adoption et ses conséquences. Cette loi (n°5218), votée le 11 juin 1948, ne concerne qu'Ankara et a été – originalité sans précédent – préparée par l'Assemblée municipale d'Ankara elle-même. Son intitulé complet doit être rappelé, en le traduisant mot à mot, malgré les lourdeurs : "Loi conférant à la municipalité d'Ankara l'autorisation d'allouer ou de céder – dans des conditions déterminées et sans être tenu par les termes de la loi 2490 – une partie définie du terrain et du sol, à ceux qui (y) auront construit leur logement"⁹. Signalons que le libellé final a été alourdi par rapport à celui de la première mouture qui était : "Loi sur la cession (*temlik*) à ceux qui construiront un logement, des terrains appartenant à l'Etat, à l'Administration spéciale ou à la Municipalité". Longuement discutée, cette loi exprime pour la première fois le souci de « légaliser » un habitat spontané dont on admet qu'il ne peut raisonnablement, c'est-à-dire sans graves conséquences sociales et politiques, être détruit¹⁰. Ce, d'autant moins qu'il concernerait (et abriterait) en 1948 près de 70.000 personnes à Ankara. Cette mesure relève d'un évident réalisme, après des années d'immobilisme étatique (un député parle même de totale "incurie" : *idaresizlik*) et de refus de reconnaître le phénomène des *gecekondu*. Donc c'est vraiment sous le coup de la nécessité, la "gangrène" s'étendant de plus en plus rapidement, qu'est adoptée la loi.

[10] Son objectif premier est de permettre aux "revenus limités" (*dar ve mahdut gelirli*) de sortir de la précarité et de l'illégalité dans lesquelles elles se trouvent, en les faisant accéder à la propriété, avec, pour contrepartie, l'obligation d'améliorer leur habitat. Autrement dit, pour bénéficier de cette tolérance et de ces facilités, les habitants doivent

9 Soit, en turc : "Ankara belediyesine, arsa ve arazisinden belli bir kısmını mesken yapacaklara 2490 sayılı kanun hükmüne bağlı olmaksızın ve muayyen şartlar tahsis ve temlik yetkisi verilmesi hakkında kanunu"; cf. *T.B.M.M. Tutanakları*, 11/06/1948, pp.162-184 ; pour le rapport de la commission provisoire et les premiers débats, voir *ibid.*, 7/06/1948, pp.133-146.

10 Ainsi que le précise Hasan Fehmi Ataç, président de la "commission provisoire" chargée de préparer la loi : "C'est une loi proposée pour résoudre dans une forme légale la situation juridique des "maisons-*gecekondu*"; cité par Tokman (1985 : 17).

s'engager à se conformer à quelques normes minimales quant à la qualité des constructions. Conjointement, pour bénéficier des mesures de clémence, plusieurs conditions sont posées : être implanté depuis au moins un an, sur un terrain propice à la construction, avoir des enfants non majeurs, être marié et ne pas être propriétaire. Ce qui implique que, sauf dans les zones "réservées à cet effet", tout habitat illégal apparu après l'adoption de la loi devra être immédiatement détruit. Par ailleurs, il est stipulé que si les bénéficiaires de la loi n'ont pas apporté les modifications exigées dans un délai de trois ans, leur maison devra être détruite. Telles sont les "conditions déterminées" auxquelles fait référence l'énoncé de la loi. Pour bien faire, la municipalité compte acquérir les terrains où se sont développés la plupart des *gecekodu*, afin de les céder à prix très avantageux (avec crédit sans intérêts sur cinq à dix ans) à leurs occupants. Aussi la loi définit-elle six zones, où elle s'appliquera prioritairement.

[11] Sur ces six, trois sont déjà investies, en partie ou intégralement : la municipalité promet de les viabiliser au plus vite, et d'y initier une normalisation du bâti ; ce sont les "zones à améliorer", dites "bleues" ou "rouges", selon la densité fixée. Quant aux trois autres, elles serviront de terrains d'accueil ou de déversoir pour les délogés et les nouveaux arrivants. Sur les zones non construites, pour éviter la spéculation et le gel des terrains, la municipalité ne cède des parcelles que si les occupants se sont soumis à l'obligation de construire dans un délai de moins d'un an après son "installation", et que s'il assure qu'il y résidera lui-même. Enfin, la loi 2490, à laquelle il est fait allusion dans l'intitulé, est l'*Artırma Eksiltme ve k hale kanunu* (loi sur la vente aux enchères et l'adjudication au rabais), datée du 10 juin 1934, qui fixe les valeurs immobilières de la municipalité d'Ankara. La nouvelle loi, qui modifie sensiblement ce patrimoine immobilier, conduit donc à déroger à la première.

[12] Pour résumer, cette loi de 1948, assez audacieuse dans sa lettre, consiste en une sorte d'amnistie générale, animée d'une double volonté : reprendre en main des zones d'habitat qui échappaient au contrôle de la municipalité et orienter le développement à venir de la capitale. On a en fait trois cas de figure. Pour celui qui a construit dans une zone non autorisée par la loi : obligation de se déplacer dans une des zones autorisées ; pour celui qui a construit dans une zone devenue "autorisée" : nécessité d'améliorer son

habitat pour rester ; et pour celui qui "arrive" : obligation de s'installer dans une des "zones d'accueil", et de bâtir vite.

[13] En 1948, la définition foncière du *gecekondu* est donc clairement posée : les évolutions urbanistiques, juridiques et politiques ultérieures la mettront à l'épreuve, sans cependant lui ôter toute sa pertinence. Dans cette acception précise, on peut dire qu'il existe aujourd'hui peu de *gecekondu* en Turquie, si ce n'est aux marges des agglomérations urbaines, notamment dans les zones de forêts publiques abusivement investies¹¹. En outre, ces *gecekondu* fonciers ont pris des formes multiples et, pour une large part, n'ont rien à voir avec des bidonvilles, mais ressemblent davantage à des villas ou des immeubles en béton hâtivement édifiés. En revanche, il existe beaucoup d'anciens *gecekondu* fonciers, que l'usage continue à désigner comme des *gecekondu*, alors même qu'ils ont perdu leur caractéristique première et distinctive (l'illégalité foncière). Les quartiers de Zeytinburnu, longtemps présenté comme l'archétype de l'arrondissement à *gecekondu*, en sont la meilleure illustration : consolidés juridiquement depuis longtemps, on continue néanmoins à les désigner comme quartiers de *gecekondu*. Par ailleurs, la possession d'un titre de propriété de type rural (le *hisseli tapu*), qui ne donne pas le droit à construire, constitue un stade intermédiaire dans la précarité juridique : tous les efforts des propriétaires de ce type de titre visent à transformer celui-ci en titre de propriété de terrain constructible (*ifrazlı tapu*).

Légalisations du sol et amnisties : l'obligation d'un réajustement terminologique

[14] Les lois de 1948-1949 (n° 5218 et 5228) et la pratique politique des « amnisties sur la construction » (*imar affi*), qui consiste, de la part des pouvoirs publics, à octroyer aux habitants en situation juridique incertaine (la veille d'élections, opportunément), des inscriptions au cadastre (*tapu kayıtlı*), des titres de propriété ou des autorisations de construire *a posteriori*, modifient radicalement la définition du *gecekondu*. En effet, les autorités légalisent et pérennisent les *gecekondu* (au sens juridique), de façon à se constituer une fidèle clientèle politique. Même si la première amnistie remonte à 1948,

¹¹ Par exemple, avant les élections locales de mars 2004 une véritable fureur de constructions illégales, sur des terrains publics indûment appropriés, a été notée.

suivie de celles de 1953, 1963 et 1966 etc., c'est à partir du début de la décennie 1980 que les amnisties ont été systématisées : celles de mars 1983 (loi n° 2805) et de mai 1985 (n° 3194) sont restées dans les mémoires par leur ampleur. Depuis, aux amnisties générales se sont substituées des amnisties plus locales, aux effets incitatifs tout aussi puissants. En la matière, les lois de 1948-1949, prolongées par la loi n°775 de juillet 1966¹² (dite "loi sur les *gecekondü*") apparaissent comme fondatrices de cette politique pragmatique vis-à-vis de l'habitat illégal. Ainsi, une fois tolérés et "juridiquement consolidés" (parallèlement à la consolidation physique), les *gecekondü* peuvent entrer dans une phase d'intégration sociale et politique, dans le cadre de plans "d'amélioration" (*islah*) s'appuyant de plus en plus sur les associations d'habitants. Sur les terrains appropriés qui n'ont pas été cédés à leurs occupants – par le biais d'une vente à bon prix avec facilités de paiement (échelonnement) et même crédits –, des titres provisoires de location ont souvent été délivrés, qui confèrent aux occupants une pseudo-légalité et assurent à la puissance publique quelques revenus. Ces titres – comme il en a tant été distribué dans les années 1980 –, sont appelés « *tapu tahsis belgesi* ». Parfois à tort confondus avec des titres de propriété en bonne et due forme, ils prennent seulement acte de l'occupation, sans préjuger du devenir des terrains investis¹³.

[15] Sur la base de la définition « foncière » du *gecekondü*, que certains pouvoirs locaux semblent avoir fait leur, il suffit que la question de la propriété du sol soit résolue pour que la question des *gecekondü*, comme par magie, le soit aussi. Ce qui explique le discours triomphateur de certains élus qui prétendent avoir résolu la « question » par un simple changement du statut du sol. Quand l'habitat illégal est toléré et que le "fait accompli" est entériné par les autorités publiques locales ou nationales, la définition juridique (rapportée au sol) devient caduque. C'est donc sous l'effet des politiques locales et nationales de légalisation du sol que le critère premier de définition du *gecekondü* se trouve invalidé. Il en résulte la nécessité de mettre en avant un autre critère distinctif.

12 Pour la « loi sur les *gecekondü* » de référence (1966), voir les sites Internet suivants : www.kentli.org/yasa/775_36y.htm ou www.ankara-bel.gov.tr/mahalli/57.htm

13 La plupart des habitants de *gecekondü* fonciers possèdent désormais ce titre de location – qui donne seulement droit à payer annuellement une espèce de loyer –, souvent confondu, avec le temps, avec un titre de propriété.

II La forme et sa fétichisation : le « *gecekondu* architectural »

Un type d'habitat, un paysage urbain

[16] La résolution, avec le temps, du statut foncier du *gecekondu* a déplacé l'attention sur la forme de construction caractéristique des premières occupations abusives de terrains. Au sens foncier s'ajoute dès lors un sens d'ordre architectural. Selon cette deuxième acception, visuelle et physique, le *gecekondu* est un habitat au départ sommaire, et précaire, initialement bas, privé des équipements de base, mais intrinsèquement évolutif. S'il y a eu coïncidence entre la définition foncière et la définition architecturale aux premiers temps des développements urbains accélérés, les légalisations foncières ont provoqué un décrochement qui a eu des incidences sur les flottements de l'usage du terme. Entendus dans ce sens, les premiers *gecekondu* en masse apparurent à Istanbul dans la deuxième moitié des années 1940 à Kazlıçeşme-Zeytinburnu¹⁴.

[17] Cette définition, ne prenant en compte ni le statut du sol investi ni le caractère régulier ou non de la construction réalisée, est au fondement d'un imaginaire du *gecekondu*, qui emprunte, alors que les procédés et matériaux utilisés sont en fait bien différents de ceux des campagnes turques, à l'imaginaire de l'habitat rural. Le *gecekondu* architectural est à l'origine d'un paysage spécifique, souvent décrit comme non urbain – sans que la définition de l'urbain ne soit donnée quand ce genre de qualification discriminante / stigmatisante est effectué –, qui associe la maisonnette, son jardin et ses arbres. En ce sens, il y a un pittoresque du *gecekondu* que le cinéma et la littérature, comme la télévision désormais, ont contribué à construire et diffuser. Ce pittoresque, dans le contexte d'un développement urbain forcené producteur d'un bâti élevé, massif et serré, a même acquis une sorte de positivité. Ainsi que les luttes urbaines de Karanfilköy¹⁵ de l'automne 1996 l'ont rappelé, les *gecekondu* peuvent même être, par leur faible densité et

14 En mars 1949 à Istanbul il y avait près de 5.000 *gecekondu*. En 1950, il y en avait 8.239 ; en 1959, 61.400 ; en 1963, 120.000. A cette date, 35 % de la population soit 660.000 habitants, vivaient dans des *gecekondu*.

15 Il s'agit d'un quartier de *gecekondu* architecturaux situés à proximité de quartiers résidentiels de haut standing et des nouveaux quartiers d'affaires. L'augmentation des valeurs foncières liée à l'ouverture du deuxième pont sur le Bosphore (1989) et à l'émergence d'un pôle tertiaire réputé a entraîné de fortes pressions. Une résistance organisée des habitants a permis de préserver cet îlot incongru de *gecekondu*.

leur « taille humaine », exaltés comme des milieux de vie préférables aux formes dominantes engendrées par l'économie « moderne » de la construction. On a d'ailleurs rencontré à plusieurs reprises des habitants de *gecekondü* architecturaux, propriétaires de leur parcelle et fiers de l'être, par ailleurs propriétaires d'appartements dans des immeubles longtemps présentés comme l'emblème de la modernité urbaine, qui préféreraient continuer à vivre dans leur *gecekondü*. Les tremblements de terre de 1999 ont même entraîné un retour au *gecekondü* architectural perçu, du fait de l'absence d'étage, comme éminemment plus sûr. En ce sens, le *gecekondü* architectural, revêtu d'une positivité relative, peut apparaître actuellement comme une forme alternative de logement intra-urbain présentant des avantages comparatifs longtemps négligés. Dès lors, le discours sur le charme rétro du *gecekondü* architectural – interprété en termes d'architecture vernaculaire et populaire à redécouvrir¹⁶– peut croiser un discours plus politique, opérant une critique du mode dominant de développement urbain, jugé peu soucieux de la qualité de vie et des *desiderata* des habitants. La réhabilitation du *gecekondü* architectural comme objet digne d'attention peut même confiner à l'esthétisation, ainsi que la Biennale Internationale d'Istanbul de 2003 l'a montré.

Traces et lambeaux témoins

[18] Ce paysage subsiste de façon rélictuelle aujourd'hui, sur les pentes fortes et dans les endroits non urbanisables sur un mode dense. La topographie accidentée d'Istanbul permet ainsi la survivance de ces *gecekondü* architecturaux, témoins de formes urbaines largement révolues mais survivant çà et là. Par exemple, quand on emprunte le deuxième périphérique (surnommé TEM¹⁷), on peut apercevoir des taches de *gecekondü* sur les versants abrupts des collines caractéristiques de la topographie stambouliote. Le nord de l'arrondissement d'Eyüp (à la hauteur d'Alibeyköy) et l'arrondissement de Kağıthane, à cet égard, sont des conservatoires de formes urbaines passées, qui persistent par endroits à la manière de reliquats et de témoins.

¹⁶ Certains discours exaltant le *gecekondü* renvoient parfois à l'idéologie du *small is beautiful*.
¹⁷ Soit Trans-European Motorway.

[19] Les politiques de résorption activement menées depuis le début des années 1990 par les pouvoirs locaux tendent cependant à réduire encore ces zones témoins, à l'instar des *gecekondu* de İçerenköy (arrondissement de Kadıköy), édifiés sur des terrains appartenant à la municipalité centrale d'Istanbul dans les années 1960, et détruits par les équipes spécialisées de ladite municipalité durant l'été 2000. Les quelque 50 *gecekondu* ont d'ailleurs été vite remplacés en 2002 par des logements collectifs construits par Kiptaş¹⁸, la société mixte de construction émanant de la municipalité du Grand Istanbul (*İstanbul Büyükşehir Belediyesi*). En peu de temps donc, cette tache de *gecekondu* a été irréversiblement effacée du paysage urbain¹⁹.

[20] Pourtant, si le *gecekondu* architectural est en voie de disparition, il s'en construit encore quelques-uns, aux marges des aires urbaines, dans des secteurs pionniers non encore officiellement ouverts à la construction et non encore pris en compte par le cadastre. En effet, la couverture cadastrale de la Turquie n'est pas achevée. Il en résulte des vides juridiques qui sont autant de brèches pour la construction abusive. Les périphéries d'Istanbul offrent de ce point de vue un terrain favorable et éloquent. On trouve donc encore aujourd'hui des exemples frappants de *gecekondu* architecturaux au nord de l'arrondissement de Gaziosmanpaşa, dans le quartier de Zübeyde Hanım, où la plupart des maisonnettes, qui prolifèrent à la périphérie de la forêt destinée à protéger le barrage-réservoir d'Alibeyköy, ont moins de dix ans. Ce sont ces jeunes *gecekondu* qui, en raison de leur fragilité, sont le plus exposés aux dégâts causés par les pluies violentes, comme celles d'octobre 1991 (13 *gecekondu* détruits par une inondation, trois morts), de fin janvier 1995 (5 *gecekondu* détruits à Eyüp suite à un glissement de terrains), ou de novembre 1995 (brusques inondations occasionnant plusieurs disparitions²⁰). De même, le mouvement de construction de cabanes (degré zéro du *gecekondu* architectural) n'a pas totalement cessé. Il se poursuit de manière marginale, sous la forme d'habitat extrêmement précaire, comme celui qui se développe dans les décharges – tel qu'a pu les évoquer Latife Tekin (1995) –, ou celui de certains « Tziganes » (*Çingene*) ou réfugiés

18 Cf. son site Internet : <http://www.kiptas.com.tr>

19 La zone de *Tepe Mahallesi* à İkitelli (arrondissement de Küçükçekmece) constitue aussi, sous cet aspect, un cas intéressant de zone en résorption lente.

20 Ces pluies furent néanmoins beaucoup moins mortelles à Istanbul qu'à Izmir, où les 4 et 5 novembre 1995, 55 habitants de *gecekondu* périrent.

kurdes récents. Ces tentes, ces baraques de bric et de broc, restent néanmoins très marginales.

[21] Mais, compte tenu de la tendance générale à la verticalisation et à la densification rapides du bâti, les dénominations enregistrent un retard par rapport aux transformations. Les formes originelles n'existent en effet plus pour l'essentiel, alors que le terme forgé pour les désigner continue à être utilisé. En effet, le propre du *gecekond* architectural, c'est d'être une forme soumise à évolution. Aussi, en quelques années un *gecekond* peut perdre à la fois sa caractéristique « foncière » et sa caractéristique architecturale, tout en continuant, par inertie en quelque sorte, à être désigné comme *gecekond*. De ce fait, à partir d'une apparence initiale commune, les *gecekond* se différencient rapidement, jusqu'à parfois perdre toutes leurs caractéristiques initiales. Le retard propre aux procédures de désignation, lentes à se réajuster pour prendre en compte la nouvelle donne, est donc à l'origine de nombreuses confusions. Jusqu'aux années 1980, on peut dire qu'il y a eu coïncidence entre l'ordre juridique (foncier) et l'ordre architectural, puisque l'essentiel de la construction illégale a pris la forme de *gecekond* au sens de maisonnette sommairement construite. En conséquence la définition devrait être double : à la fois morphologique (ou typologique, au sens architectural) et juridique. Or l'habitat auto-construit peut perdre ses caractéristiques premières et, avec le temps, être légalisé, "amélioré", remanié et "induré", en fonction du contexte politique. Dès lors, la difficulté réside dans le fait que l'on continue à parler de *gecekond* pour un habitat légal (ou légalisé), intégré aux réseaux de base..., simplement parce que c'est un habitat sans étage, ou originellement illégal.

Un habitat de migrants ? Migrations et *gecekond* : un rapport à reconsidérer

[22] Dans cette acception architecturale, le *gecekond* est perçu comme un habitat caractéristique des migrants, souvent décrits comme des ruraux mal implantés en ville. Par-là, les migrants sont identifiés aux constructeurs de *gecekond* et rendus responsables de la ruralisation et de l'enlaidissement des villes. En cela, il y aurait un lien de causalité quasi automatique entre le phénomène de la migration et la production de *gecekond*. S'il y a évidemment un rapport entre la croissance démographique soudaine

des agglomérations et l'apparition des *gecekondu*, une vision trop fixiste et mécanique de ce rapport nous paraît discutable. De fait, il ne faudrait pas nier les différences de statut socio-économique entre migrants, ni le fait que depuis les années 1980 la majorité des migrants est constituée d'urbains (au sens statistique en tout cas). De même, les implantations des primo-arrivants se font fréquemment dans les quartiers centraux historiques, dégradés et donc disposant d'un parc important de logements vacants. En outre l'idée d'un enlaidissement procède d'un jugement de valeur qui ne repose généralement pas sur une argumentation très poussée.

[23] Une enquête menée à Ankara (Erman 1998) sur la perception de l'environnement et la préférence pour l'habitat en *gecekondu* ou en immeuble aide à nuancer ce genre d'appréciation. L'enquête a été menée dans trois lieux différents. En premier lieu dans un quartier de *gecekondu* (architecturaux), dont l'environnement a une apparence rurale, avec des poules, moutons et quelques fois des vaches. Beaucoup de maisons ont un jardin, les rues offrent un piètre aspect (en ce qui concerne la voirie), mais toutes les maisons ont l'électricité, et beaucoup ont l'eau courante. Les résidents sont des migrants, certains vivent là depuis longtemps (plus de vingt ans), d'autres sont de nouveaux arrivants. Le deuxième environnement urbain étudié est un quartier mixte, où *gecekondu* et immeubles de six ou sept étages sont mélangés. Ces immeubles occupés par des migrants de condition modeste, ont une qualité de construction pauvre, sans ascenseur, sans radiateur, les routes et les infrastructures sont en cours de construction. Enfin, le troisième quartier sélectionné, est un quartier résidentiel « établi », avec les services publics, les facilités commerciales et des infrastructures au point. Ses résidents sont généralement installés de longue date. Dans chacun de ces trois quartiers, il y a des propriétaires et locataires, jeunes et vieux, des migrants riches et pauvres, certains arrivés dans les années 1960 et d'autres dans les années 1990. Il ressort de l'enquête menée une perception "restrictive" de l'environnement des immeubles, opposée à celle plus "permissive" des *gecekondu*.

[24] Les habitants des *gecekondu* mettent en avant leur liberté d'action, leur tranquillité et la paix : " nous sommes libres de nos actions ; par exemple quand nous recevons des amis, nous pouvons faire de la musique, jouer de la guitare, de la *zurna*, du tambour et faire des danses folkloriques à l'extérieur..... Dans les appartements, on n'est

pas libre, on doit agir de manière à ne pas déranger les voisins ». Le bruit est un réel problème dans les immeubles tandis que dans les *gecekondu* il semble moins faire problème. Pourtant, les plaintes pour nuisance sonore apparaissent aussi dans les *gecekondu*, et lorsque ceux-ci sont partagés par plusieurs familles, la note d'eau ou d'électricité à diviser, peut être à l'origine de frictions. Mais les résidents des *gecekondu* signalent le partage, l'entraide, la solidarité et parlent d'esprit communautaire même s'il a tendance à disparaître avec l'arrivée des nouveaux voisins. Pour les jeunes femmes des *gecekondu*, en revanche, la vie semble plus oppressive, car elles se sentent en permanence sous le contrôle du voisinage. Certaines de celles qui sont passées en appartement disent pourtant regretter leur *gecekondu* et plus particulièrement leur jardin ; elles y étaient proches de la nature ; d'autres parlent du bon air qu'elles pouvaient respirer, et se plaignent de la pollution dans les quartiers d'immeubles ou encore déplorent leur isolement. En clair, selon l'auteur de l'enquête, pour qui l'immigration à Ankara se traduit autant par l'installation en immeubles qu'en *gecekondu*, détruire les *gecekondu* reviendrait à éliminer une alternative dans le mode de vie et réduire les choix des personnes à revenu modeste ou pauvre.

[25] Le discours universitaire dominant sur le phénomène du *gecekondu* (Dülgeroğlu-Yüksel ; Kerem 1998) a donc un retard certain sur la réalité du processus de développement urbain. En effet, si dans les années 1960-1985 les formes dominantes de bâti nées de la migration étaient effectivement les *gecekondu*, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Néanmoins, en ce qui concerne la migration kurde récente, souvent misérable, celle-ci est toujours génératrice de *gecekondu*, comme on peut l'observer à İkitelli (*Ayazma Mahallesi*), à Sarıyer (par exemple Dereiçi, Maden) ou à Esentepe (GOP).

III L'apparition d'usages métaphoriques : vers la confusion ?

Le processus de verticalisation et l'invalidation de la définition architecturale : *gecekondu* et *apartkondu*

[26] Avec le mouvement de *verticalisation* du bâti entamé à partir du début des années 1980, c'est-à-dire avec la construction généralisée et banalisée d'immeubles

(*apartman*) en béton à la place des *gecekondu* (architecturaux), la définition architecturale du *gecekondu* est remise en cause. De fait, avec le temps, cette forme d'habitat auto-construit peut être diversement "améliorée", remaniée et consolidée. En conséquence, une troisième définition doit être ajoutée aux deux précédentes, renvoyant non pas au statut du sol ou à la forme de la construction, mais cette fois au caractère non réglementaire de celle-ci.

[27] Ainsi, d'anciens quartiers de *gecekondu* fonciers et/ou architecturaux, comme ceux de Zeytinburnu, Bayrampaşa ou Üsküdar, se sont transformés en quartiers d'immeubles, où il ne reste quasiment rien – si ce n'est à l'état de résidu interstitiel – du bâti d'origine. Zeytinburnu est de ce point de vue un cas exemplaire. Présenté dans les années 1950, 1960 et 1970 comme un exemple de zone de *gecekondu* (Akçay 1974), Zeytinburnu est devenu un arrondissement où prédominent désormais, sur des terrains finalement acquis par leurs occupants, des immeubles jointifs et à peu près alignés. Le *gecekondu* architectural appartient donc au passé ; seuls quelques vestiges de plus en plus isolés de ces temps révolus peuvent être encore repérés, au détour de petites rues peu passantes.

[28] L'*apartkondu*²¹, immeuble non réglementaire dans ses modalités de construction, mais édifié sur un terrain appartenant au constructeur, témoigne d'une tendance à la densification immédiate du bâti illégal de bas de gamme. Le mode de construction dominant, *actuel*, est en effet devenu l'auto-construction²² d'un immeuble - avec recours éventuel à un contre-maître (*kalfa*) pour certaines opérations délicates nécessitant un savoir-faire technique spécial- sur un terrain légalement acquis et avec permis de construction délivré par les autorités compétentes. On peut citer deux exemples issus du quartier d'Ellinci Yıl à Gaziosmanpaşa : celui d'un "agent immobilier"²³ de Sivas (installé au pied de son immeuble), qui a acheté sa parcelle en 1986, puis a fait construire d'abord un immeuble de trois étages, auxquels il a ajouté deux autres en 1991. Ou celui

21 Mot à mot, par analogie avec les *gecekondu*, "immeuble posé" (la nuit) ; ce qui est un peu forcé. La construction d'un *apartkondu* nécessitant à l'évidence plus d'une nuit. On est donc bien dans l'extension de sens.

22 L'expression utilisée est : "Halk kendi, kendi evini yapıyor" (les gens font eux-mêmes leur propre maison).

23 La traduction française d'*emlakçı* est un peu pompeuse ; à signaler que cet "agent" tient en même temps un bureau de "téléphones à compteur".

d'un paysan d'Erzurum, qui a aussi acheté²⁴ – à un particulier – sa parcelle officiellement constructible²⁵, en 1986, puis a fait construire un immeuble de 3 étages, achevé en 1991, avec l'aide financière d'un frère travaillant en France depuis fin 1988. Donc "auto-construction" ne signifie pas obligatoirement illégalité. Or il est devenu fréquent d'assimiler l'*apartkondu* au *gecekondu*, alors même que le premier ne répond ni à la définition foncière, ni à la définition architecturale.

Le *gecekondu* comme métaphore de l'illégal

[29] Avec le temps donc, l'illégalité s'est déplacée, du statut du sol au statut de la construction. En d'autres termes, les cas d'appropriation sont de plus en plus rares, sauf aux marges des grandes agglomérations. En revanche, les entorses au droit de la construction et aux règlements architecturaux et urbanistiques demeurent très fréquentes. Dans cette troisième acception, est *gecekondu* tout ce qui est illégal (*kaçak*) : résorbé en tant que construction édifiée sur un sol non possédé ou en tant que construction basse et élémentaire, le *gecekondu* fait dès lors, par cette définition, un retour en force. Pour cette acception, Rıfkı Arslan (1998 : 9) emploie l'expression de « construction hors aménagement » (*İmar Dışı Yapılaşma*).

[30] Ce qui explique que certains auteurs, sans définir ce qu'ils entendent par *gecekondu*, estiment que plus de 60% des constructions existantes dans les grandes agglomérations sont des *gecekondu*. Pour qualifier ce glissement de sens commun, on peut parler d'un usage métaphorique du terme. Même si cet usage du terme entre en contradiction avec l'imaginaire du *gecekondu* (le *gecekondu* architectural) qui continue à exalter des formes de construction « élémentaires », la plupart des chiffres relatifs au *gecekondu* qui circulent renvoient à cette définition métaphorique, sans le dire.

24 Pour 12 millions de livres turques d'alors ; la parcelle faisant 120 m² ; en février 1997, soit onze ans après, une parcelle constructible de taille égale coûte, selon sa situation, de 1 à 10 milliards... Même en tenant compte de l'inflation (prix courants multipliés par 20 durant ces onze ans), l'augmentation est sensible.

25 C'est-à-dire, selon les termes de la loi turque, à la fois *tapulu* (doté d'un droit de propriété), *imarlı* (ouvert à l'urbanisation) et *ifrazlı* (parcellisés).

[31] Ainsi, pour la préfecture d'Istanbul (Sönmez 1996 : 140), ce qui définit le *gecekondu* est principalement l'illégalité de la construction (quel que soit le nombre d'étages de la construction). Dans cette optique, alors qu'en 1962 la préfecture dénombrait à Istanbul 78.000 *gecekondu* abritant 398.000 personnes, elle en dénombrait 208.248 en 1984 (sur 341.329 "constructions illégales"), 350.000 fin 1991, et près de 400.000 fin 1995, où vivaient plus de quatre millions de personnes, soit 65 % de la population de l'aire urbaine (contre 40% en 1970). De même, selon une enquête récente²⁶, il se construirait à Istanbul encore 200 *gecekondu* par jour en moyenne. Ces chiffres (impressionnants) masquent la réalité des processus : assurer que plus de la moitié de la population d'Istanbul vit en *gecekondu* revient à confondre tous les statuts juridiques (niant les *légalisations*) et toutes les formes architecturales. Selon cette dernière acception, le *gecekondu* devient plus indéfini ; il peut prendre des formes multiples, à la mesure du phénomène de l'illégalité de la construction qui peut concerner les procédés de construction, le respect des règlements architecturaux et urbanistiques, comme celui des procédures administratives en vigueur auxquelles chacun est censé se conformer.

Abstraction, idéalisation et politisation

[32] Par ailleurs, à partir des années 1970, un autre glissement s'est opéré. On est passé de *gecekondu* désignant une construction, à *gecekondu* désignant un ensemble de constructions, voire un quartier entier. Ce passage du singulier au collectif a participé à la dilution de la notion, en rendant encore plus imprécis ce que l'on entendait par-là. Parallèlement, avec la transformation progressive et la disparition physique des *gecekondu* (architecturaux) l'imaginaire des *gecekondu*, que l'on pourrait comparer à l'imaginaire du village des populations récemment immigrées dans les grandes villes, a connu un notable développement. Cet imaginaire est le produit d'un processus d'idéalisation, transformant le *gecekondu* d'antan en espace d'entraide, de solidarités et de proximités « chaudes »,

²⁶ Enquête effectuée par l'Institut des dynamiques urbaines d'Istanbul, dont les résultats ont été partiellement publiés dans la presse. Entre autres informations, il est indiqué que les habitants actifs des *gecekondu* ont à 68% un travail "au jour le jour", mais qu'en dépit de revenus faibles, les *gecekondu* représentent 30 % du marché turc des "premiers équipements" de la maison (télévisions et réfrigérateurs).

opposé à l'anonymat et à l'individualisme supposés caractériser les nouveaux quartiers d'*apartman*.

[33] Ce faisant, le discours d'extrême gauche, a aussi contribué à forger un imaginaire du *gecekondu* (entendu ici comme collectif), symbole de la résistance à l'ordre dominant, décrit comme inique, et du refus de l'individualisme consommateur et atomisant qui caractériserait la grande ville contemporaine, libérale et impitoyable²⁷. Un examen de certaines revues comme *Maya*, *Devrimci Demokrasi*, *Kurtuluş*, *Devrimci Hareket*²⁸, *Vatan* ou *Ekmek ve Adalet* qui lui a fait suite ou de certains sites Internet d'organisations d'extrême gauche, permettrait de prendre la mesure de cet imaginaire « révolutionnaire » du *gecekondu* qui fait fi des définitions antérieurement posées. Cet imaginaire érige le *gecekondu* et le « peuple des *gecekondu* » (*gecekondu halkı*) en acteur politique à part entière doté d'une identité de classe et d'une mission révolutionnaire propres, décrites comme évidentes. Un texte d'« éducation populaire » relatif au *gecekondu* et émanant du « Parti Révolutionnaire pour la Libération du Peuple-Front » (DHKP-C) intitulé « *Halk Sınıfı, Ders 57, Konu : gecekondu* », disponible sur Internet, nous semble bien résumer ce regard politique. Les *gecekondu* y sont d'abord présentés comme « les lieux où nous vivons » et assimilés, comme dans un certain discours militant en Europe occidentale, aux « quartiers²⁹ » sans autre spécification³⁰. Berceau naturel des militants rejetant le système dominant, territoires obligés des classes laborieuses, les *gecekondu* sont aussi, toujours selon ce « cours », la « tête de l'opposition sociale ». Faisant le constat du déclin du « *gecekondu* classique », qui serait pour nous le *gecekondu* architectural, la leçon se poursuit en critiquant l'usage de ces quartiers comme « réservoirs de voix » par les partis (populistes) du système. L'effort d'intégration et de normalisation, à la fois juridique et physique, déployé par les partis du système est alors interprété comme une manière de réduire et détourner le « potentiel révolutionnaire », présenté comme naturel, des

27 On pourrait ici faire un parallèle avec le processus d'idéalisation de l'Anatolie, qu'opère ce même discours.

28 Voir le site Internet : www.devrimcihareket.net/

29 « Gecekondu ya da işte mahalleler » (les *gecekondu* ou bien alors les quartiers).

30 On trouve dans une autre revue d'extrême gauche, *Direnış*, un usage comparable du terme de « quartiers », entendu comme le terrain naturel des militants révolutionnaires ; la revue dispose d'une rubrique spéciale intitulée « Mahalleler », qui rend compte de l'activité sur le terrain ; cf. *Direnış* 23, 2003, p.23.

gecekondu. L'objectif du DHKP-C, dans cette perspective, est d'entretenir ce potentiel, en organisant le peuple et en promouvant les zones de *gecekondu* comme des « secteurs de guerre civile » (*iç savaş bölgeleri*). La présentation, qui s'achève par une longue diatribe contre les partis révolutionnaires concurrents, jugés incapables d'investir le potentiel des *gecekondu*, si ce n'est sur un mode superficiel et opportuniste³¹, est en outre construite sur une référence permanente à Gazi³², archétype du « *gecekondu* politique » (pour risquer une nouvelle acception). Les grèves de la faim hors prison, conduites dans le cadre du mouvement contre la mise en place des prisons d'isolement initié en octobre 2000, ont d'ailleurs eu pour effet momentané de réactiver cet imaginaire du *gecekondu* résistant, dans des quartiers comme Küçükarmutlu ou Alibeyköy. En effet, jusqu'aux opérations policières de l'automne 2001 ayant résorbé par la violence ces poches, les quartiers où étaient conduites les grèves de la faim jusqu'au-boutistes ont connu un réveil de l'esprit résistant à l'échelle du quartier. Ce réveil, à en juger par les publications des groupes et associations soutenant le mouvement, s'est accompagné d'un regain de l'imaginaire du *gecekondu* rebelle.

[34] En ce sens, ce processus d'idéalisation rejoint ce qui a été noté plus haut concernant le *gecekondu* comme figure urbaine alternative où se développeraient des formes de solidarité et d'entraide, absentes de la *profitopolis* (*Kârkent*) environnante et menaçante. Parallèlement, la majorité des discours extérieurs, politiques ou journalistiques, voire « scientifiques » sur le quartier de Gazi, par exemple, nous semble révélatrice de cette tendance idéalisatrice et idéologisante. Alors que les *gecekondu*, au sens foncier et architectural en tout cas, ne représentent plus qu'une faible part du parc de logements, Gazi – comme Kuştepe par exemple – continue à être inlassablement qualifié de quartier de *gecekondu*. Comme si les qualifications dominantes en restaient à un état antérieur du bâti et du marché foncier et tardaient à intégrer les transformations survenues, aussi bien formelles que juridiques. Cette vision, qui tend à opérer une corrélation toujours

31 On rencontre la même dénonciation dans un article de la revue "démocrate révolutionnaire" *Maya* consacré aux *varoş* ; cf. 'Varoşlarda Sınıf Perspektifli Çalışmanın Sorunları' (Les Problèmes d'un Travail de Classe dans les Banlieues), *Maya* 14, Eylül 2003, pp.37-39.

32 L'ouvrage anonyme, émanant du même DHKP-C, sur les "événements de Gazi" de mars 1995, se situe dans la même ligne. Son titre est, sous cet aspect, éclairant : « Gazi : le peuple vient des *gecekondu* » (Istanbul, Haziran, s.d., 294 p.).

discutable entre une forme urbaine et une morphologie sociale, est aussi perceptible dans le discours académique, encore trop tenté par ce type d'amalgame.

Le processus de stigmatisation : *gecekondu*, pauvreté et zone (*varoş*)

[35] Enfin, une autre définition du terme, d'ordre plus socio-économique, se fait jour, qui assimile le *gecekondu* à la marginalité sociale et économique. Autrement dit, pour parler des pauvres par périphrase, on parle de « la population des *gecekondu* ». Le *gecekondu* devient dès lors la métaphore et le symbole, pour le centre (pensé en termes économiques, politiques et culturels), d'une altérité sociale quasi irréductible. C'est donc la figure de « l'autre-Turquie », chère aux discours journalistes et politiques, qui se profile derrière le *gecekondu*³³. En rupture avec l'image positive du *gecekondu* vu comme l'environnement urbain à partir duquel les nouveaux urbains partent à la conquête de la ville, par le biais notamment de la captation de rente foncière induite par la légalisation des occupations indues, le *gecekondu* deviendrait le lieu de concentration maximale de la « nouvelle pauvreté urbaine » (Buğra, Keyder 2003). Cette « nouvelle pauvreté », se traduisant par la précarisation d'une partie de la population urbaine, du fait de l'internationalisation de l'économie turque sur un mode libéral et du relâchement des solidarités familiales et primordiales longtemps efficaces aurait pour lieu d'élection le *gecekondu*. En outre, une partie des habitants de ces *gecekondu* est constituée de migrants forcés, pour qui la grande ville ne représente pas nécessairement un horizon choisi, s'inscrivant dans un quelconque projet. Dans cette optique, depuis le milieu des années 1990 (Kızıltan 2003, 2004) le terme de *varoş*, d'usage pour l'instant essentiellement journalistique, tend à être assimilé à celui de *gecekondu*. La *varoş* c'est le *gecekondu* périphérique, entendu dans une dimension sociale et politique plus que simplement architecturale. Ainsi, durant la campagne électorale de mars 2004 a-t-on vu un candidat à la mairie³⁴ du Grand Istanbul sensible à la question des écarts de revenus au sein de la métropole - promettre de faire disparaître le terme de *varoş*. La *varoş*, c'est donc

33 Les résultats de l'enquête diligentée par la "Chambre de Commerce d'Istanbul", publiés en mars 2004, inciteraient à nuancer fortement cette assimilation *gecekondu* / pauvreté. Voir : www.ito.org.tr.

34 De la mouvance social-démocrate, en l'occurrence.

le *gecekondu* des exclus, sans avenir, désespéré, enfermé dans une altérité sociale quasi irréductible, menaçante même pour ceux qui recourent à ce terme³⁵, sur fonds de crise économique et de désaffiliation sociale. On est là aux limites de la définition, loin des considérations d'ordre juridique ou architectural.

Conclusion

[36] Il apparaît, au terme de cette brève revue d'ordre terminologique, que le terme de *gecekondu* a vu son sens se modifier et se démultiplier au fil du temps³⁶, à l'épreuve de la différenciation des modalités de croissance urbaine. Trois définitions au moins coexistent désormais, qui devaient être explicitées à chaque usage du terme. La confusion du discours sur le *gecekondu* tient donc avant tout à l'absence de définition préalable et au fait que les différentes définitions ne sont le plus souvent pas suffisamment distinguées. Un éclaircissement s'imposait donc, qui montre la nécessité d'une plus grande rigueur dans l'usage des termes et l'importance des réajustements de notre terminologie pour tenir compte de la rapidité des évolutions qui affectent les espaces urbains. Il fallait donc historiciser le terme de *gecekondu* et ses usages pour sortir des contradictions, des approximations, voire de flagrants faux sens, dans lesquels même le discours scientifique semblait pris, tant il avait cédé, au mépris des mutations à l'œuvre, à une espèce d'essentialisation de cet « objet » fétichisé, comme soustrait au soupçon et à la critique. Le travail de refondation, sur ces bases assainies, peut donc commencer.

35 Après les "événements de Gazi" de mars 1995 et ceux de Kadıköy le 1er mai 1996.

36 Un article récent parle même de « gecekonduisation » de la politique en Turquie ; cf. *Yapı*, 2004, n°269.

Citation: Pérouse, Jean-François (2004) 'Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document117.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

References

Acar, Erhan (1983) 'Kadın, Konut, Kent : Kadın Açısından Konut Sorunu' (Femme, Logement, Ville : la question du logement du point de vue de la femme), *Mimarlık* 1, p. 8.

Akçay, Faik (1974) *Zeytinburnu : Gerçek Yönleriyle bir Gecekondu Kenti* (Zeytinburnu : une Ville Gecekondu dans toute sa Réalité), İstanbul, Çelikçi Matbaası.

Alpar, İstiklal ; Yener, Samira (1991) *Gecekondu Araştırması* (recherche sur le gecekondu), Ankara, Sosyal Planlama Başkanlığı, DPT.

Arslan, Rıfki (1998) 'İmar Dışı Yapılaşmalara Sosyo-Politik bir Yaklaşım' (Approche socio-politique de la construction illégale), in Dülgeroğlu-Yüksel, Yurdanur ; Kerem, Zeynep (1998) *Göç, Kent ve Gecekondu* (Migration, Ville et Gecekondu), İstanbul, Birsen, pp. 9-20.

Aru, Kemal Ahmet (s.d.) *İstanbul'da Kır'dan Şehre Göç Sorunu* (la question des migrations des campagnes vers les villes à İstanbul), İstanbul, İstanbul Teknik Üniversitesi Mimarlık Fakültesi, Şehircilik Enstitüsü.

Asma, Tahir (1971) *Rural-urban Migration : "Night Squatter" communities of İstanbul and Ankara*, PhD Thesis, Milwaukee, University of Wisconsin.

Ayata, Sencer (1989) 'Toplumsal Çevre olarak Gecekondu ve Apartman' (*Gecekondu et immeuble en tant qu'environnement social*), *Toplum ve Bilim* 46-47, pp.101-127.

Bazin, Marcel (1994) 'Rumeli Hisar et Hisarüstü, les deux faces de l'urbanisation à İstanbul', *Lettre d'information de l'Observatoire Urbain d'Istanbul* 6, pp.2-8.

Birkalan, Hande (1999a) 'Transformations : Gecekondu as Vernacular Architecture', in *Traditional Dwelling and Settlements*, Working Paper Series 109 - Culture, Craft and Tradition, Berkeley, University of California.

Birkalan, Hande (1999b) *Homemaking and story telling in a gecekondu in İstanbul*, requirements for the degree Doctor of Philosophy in the Folklore Institute, Bloomington, Indiana University.

Buğra, Ayşe ; Keyder, Çağlar (2003) 'Yeni Yoksulluk ve Türkiye'nin Değişen Refah Rejimi' (nouvelle pauvreté et système social en mutation de la Turquie), Ankara, Birleşmiş Milletler Kalkınma Programı için Hazırlanan Proje Raporu (Rapport programmatique pour le PNUD).

Drakakis-Smith, David W. ; Fischer, W. B. (1975) *Housing Problems in Ankara*, University of Durham, Geography Department, Occasional Publications n°7.

Drakakis-Smith, David W. ; Fischer, W.B. (1976) 'Slums and squatters in Ankara. Case studies in four areas of the city', *Town Planning Review* 47(13).

Dinçel, H. (1989) *Kentsel Mekanda Konut Sorununa bir Çözüm olarak Gecekonduların Değerlendirilmesi*, Tez, İstanbul Teknik Üniversitesi Mimarlık Fakültesi.

Dursun, P. (1995) *Gecekondu ve Yarı-gecekonduarda Morfolojik Analiz* (Analyse Morphologique dans les Gecekondu et les Semi-Gecekondu), Tez, İstanbul Teknik Üniversitesi Mimarlık Fakültesi.

Citation: Pérouse, Jean-François (2004) 'Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document117.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

Dülgeroğlu-Yüksel, Yurdanur ; Kerem, Zeynep (1998) *Göç, Kent ve Gecekondu* (Migration, Ville et Gecekondu), İstanbul, Birsen.

Ekinci, Oktay (1994) *İstanbul'u sarsan on Yıl 1983-1993* (les Dix Années qui ont ébranlé İstanbul 1983-1993), İstanbul, Anahtar Kitaplar.

Erder, Sema (1996) *İstanbul'da bir kent kondu, Ümraniye* (Une ville posée à İstanbul, Ümraniye), İstanbul, İletiflim.

Erdoğan, Necmi (1992) *Gecekondu ve Köken Yerleşmelerinin Yapısal Kültür Bağlamında İncelenmesi*, Tez, İstanbul Teknik Üniversitesi Mimarlık Fakültesi.

Erdoğan, Necmi (der.) (2002) *Yoksulluk Hâlleri. Türkiye'de Kent Yoksulluğunun Toplumsal Görünümleri* (Etats de pauvreté. Aspects sociaux de la pauvreté urbaine en Turquie), İstanbul, De:ki.

Erman, Tahire (1998) 'Becoming "Urban" or Remaining "Rural" : the Views of Turkish Rural-to-Urban Migrants on the "Integration" Question', *International Journal of Middle Eastern Studies* 30, pp. 541-561.

Erman, Tahire (2001) 'The Politics of Squatter (Gecekondu) Studies in Turkey : The Changing Representations of Rural Migrants in the Academic Discourse', *Urban Studies* 38(7), pp. 983-1002.

Erman, Tahire ; Tok, Naslıhan (2004) 'Gecekondu Çalışmalarında 'Öteki' Olarak Gecekondu Kurguları', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL : <http://www.ejts.org/document85.html>

Eryıldız, Semih (1995) "Konut Sorunu" ve Toplu Konut "Çözümleri" ("question du logement" et "solutions" du logement social), *Mimarlık* 261, pp.18-36.

Gartman, Helene (1981) *Zur Situation der Frau im Gecekondu (Ankara)*, Berlin, Klaus Schwartz Verlag.

Gençay, M. (1962) *Gecekondu Problemi* (le problème du gecekondu), Ankara, İmar ve İskân Bakanlığı Yayınları, Komisyon Raporları n° 6.

Gökçe, Birsen (1976) *Gecekondu Gençliği* (la jeunesse des gecekondu), Ankara, Hacettepe Üniversitesi Yayınları, C-15.

Gökçe, Birsen (1998) 'Gecekondu Ailelerarası Geleneksel Dayanışmanın Çağdaş Organizasyonlara Dönüşümü' (Transformation de l'entraide familiale traditionnelle en organisations modernes), *Sosyoloji Araştırmaları Dergisi / Journal of Sociological Researches* 1-2, pp.137-160.

Günay, B. (1993) 'Dikmen Vadisi Projesine İlişkin Değerlendirme' (Evaluation du projet de la vallée de Dikmen), *Ankara Söyleşileri* Kasım-Aralık, pp. 19-24.

Gürel, S. (1983) 'Tartışmalar : "Gecekondu Önleme Üzerine"' (Discussions : sur la façon d'empêcher les gecekondu), *Mimarlık* 5-6, p. 31.

Heper, Metin (1978) *Gecekondu Policy in Turkey*, İstanbul, Boğaziçi Publication.

Işık, Oğuz ; Pınarcıoğlu, M. Melih (2001) *Nöbetleşe Yoksulluk. Sultanbeyli Örneği* (Pauvreté à tour de rôle. L'exemple de Sultanbeyli), İstanbul, İletişim.

Citation: Pérouse, Jean-François (2004) 'Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document117.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

Izgü, Muzaffer (1981) *Gecekondu*, İstanbul, Remzi Kitapevi.

Karpat, H. Kemal (1976) *The Gecekondu. Rural Migration and Urbanization*, Cambridge, Cambridge University Press.

Kartal, Kemal (1978) *Kentleşme ve İnsan* (homme et l'urbanisation), Ankara, TODAİE.

Keleş, Ruşen (1972) *100 soruda Türkiye'de şehirleşme, Konut ve Gecekondu* (En cent questions, urbanisation, logement et gecekondu en Turquie), İstanbul, Gerçek yayınevi.

Kerem, Zeynep (1993) *Gecekondulaşma Sürecinin İncelenmesi : Alibeyköy'de bir Alan Araştırması* (Examen du processus de gecekonduisation : une étude de terrain à Alibeyköy), Tez, İstanbul Teknik Üniversitesi Mimarlık Fakültesi.

Kızıltan, Fikret (2003) 'Varoşlar üzerine notlar – I' (notes sur les varoş), *Yol 4*, Temmuz, pp. 73-83.

Kızıltan, Fikret (2004) 'Varoşlar üzerine notlar, – II. Okmeydanı deneyimi' (notes sur les varoş-II. L'expérience de Okmeydanı), *Yol 5*, Mart, pp.76-88.

Köksal, Sema (1990) *İstanbul'daki Sosyal Demokrat Belediye Başkanları ve Gecekondu* (Les présidents socio-démocrates de la municipalité d'Istanbul et les gecekondu), İstanbul, TÜSES, Araştırmalar Vakfı.

Kuntsal, K. (1993) 'Dikmen Vadisi Projesi' (le projet de la vallée de Dikmen), *Ankara Söyleşileri* Kasım-Aralık, pp.13-18.

Ministère de la Reconstruction et de l'Établissement (1979) *Le projet de zones nouvelles de ré-établissement urbain* (sic), Ankara, 39 p.

Mimari Planlama ve Tasarlama Araştırma Merkezi (1983) *Türkiye'de Konut İhtiyaçının Karşılansından Uygulanan Yaklaşımların Değerlendirilmesi* (Appréciation des méthodes mises en oeuvre pour faire face au besoin en logements en Turquie), İstanbul, İstanbul Teknik Üniversitesi Mimarlık Fakültesi.

Ocak, Ersan (2002) 'Yoksulun evi', in Erdoğan, Necmi (der.), *Yoksulluk Hâlleri. Türkiye'de Kent Yoksulluğunun Toplumsal Görünümleri*, İstanbul, De:ki, pp. 89-115.

Öğretmen, İbrahim (1957) *Ankara'da 158 Gecekondu Hakkında bir Monografi* (monographie à propos de 158 gecekondu à Ankara), Ankara, Ajans Türk Matbaası.

Öğütçü, İrem (1999) *L'analyse des politiques de Gecekondu en Turquie*, Mémoire de fin d'études, sous la direction de Yeşeren Eliçin-Arıkan, Université de Galatasaray, Faculté des Sciences Economiques et Administratives, Département d'Administration Publique, 52 p.

Özsöz, A. (1983) *Gecekondu Biçimlenme Süreci ve Etkenlerinin Analizi* (Le processus de formation du gecekondu : analyse des facteurs), Tez, İstanbul Teknik Üniversitesi Mimarlık Fakültesi.

Pérouse, Jean-François (1994) *D'Angora à Ankara (1919-1950) : la naissance d'une capitale*, Thèse de doctorat nouveau régime, Université de Reims, UFR Géographie et Aménagement, 642 p.

Pérouse, Jean-François (1996) 'Ankara : la croissance équivoque d'une création-symbole', *Revue Géographique de l'Est* 4, pp. 217-242.

Citation: Pérouse, Jean-François (2004) 'Les tribulations du terme gecekondü (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondü, URL: <http://www.ejts.org/document117.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

Pérouse, Jean-François (1997) 'Aux marges de la métropole stambouliote : les quartiers Nord de Gaziosmanpaşa, entre *varoş* et *batıkent*', *Cahiers d'Études de la Méditerranée Orientale et du Monde Turco-Iranien* n°24 - Métropoles et métropolisation, pp.122-162.

Planhol, Xavier de (1973) 'Ankara : aspects de la croissance d'une métropole', *Revue Géographique de l'Est* 1-2, pp. 155-187.

Planhol, Xavier de (1977) 'Aspects de la géographie sociale d'Ankara', *Revue Géographique de l'Est*, n°1-2, p. 99-107.

Ritter, Gert ; Toepffer, H. (1992) 'Aktuelle Binnenwanderungen in der Türkei', *Petermanns Geographische Mitteilungen* 136(5-6), pp. 267-293.

Ritter, Gert (1972) 'Landflucht und Stadtwachstum in der Türkei', *Erdkunde* XXVI, pp. 176-196.

Şen, Faruk (1975) *Die Entwicklung der Wohngebiete der Stadt Ankara seit 1923 unter besonderer Berücksichtigung des Gecekondü Phänomens*, Thèse, Université de Saarbruck.

Şenses, Fikret (2001) *Küreselleşmenin öteki yüzü, Yoksulluk* (l'autre visage de la globalisation, la pauvreté), Istanbul, İletişim.

Şenyapılı, Tansı (1985) *Ankara Kentinde Gecekondü Gelişimi* (le développement des *gecekondü* dans la ville d'Ankara), Ankara, Kent Koop Yayınları.

Şenyapılı, Tansı (1998) 'Cumhuriyet'in 75. Yılı. Gecekondunun 50.Yılı' (75 ans de République, 50 ans de Gecekondü), *75 yılda değişen Kent ve Mimarlık*, Istanbul, Tarih Vakfı, pp. 299-316.

Siyasi ve Sosyal Araştırma Vakfı (1981) *İstanbul Sempozyumu*, Istanbul.

Spang-Grau, Ilka (1994) *Die Handstrickerinnen von Istanbul*, Saarbrücken, Verlag für Entwicklungspolitik Breitenbach, Sozialwissenschaftliche Studien zu internationalen Problemen n°189, 309 p.

Tatlıdil, Ercan (1989) *Kentleşme ve Gecekondü* (Urbanisation et Gecekondü), Izmir, Ege Üniversitesi Edebiyat Fakültesi Yayını.

Tekeli, İlhan (ed.) (1994), *Development of Istanbul Metropolitan Area and Low Cost Housing*, Istanbul, IULA-EMME.

Tekin, Latife (1990) *Berci Kristin Çöp Masalları* (Contes de la montagne d'ordure), Istanbul, Metis.

Tezcan, Semih (1995) 'Gecekondü bölgelerini modern kentlere çevirmek' (transformer les zones de *gecekondü* en villes modernes), *Cumhuriyet*, 29 Kasım.

Tokman, Leyla Y. (1985) *Konut Politikaları uygulamalarda özel bir örnek : Yenimahalle* (un exemple particulier dans les réalisations en matière de politiques du logement), Ankara, Kent Koop Yayınları Araştırma dizi 3, n°45.

Tuna, H. (1995) *Türkiye'de Gecekondü Sorunu* (la question du *gecekondü* en Turquie), Istanbul, İstanbul Üniversitesi, Sosyal Bilimler Enstitüsü, İktisat Fakültesi, Sosyal Siyaset Ana Bilim, Yüksek Lisans Tezi.

Citation: Pérouse, Jean-François (2004) 'Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°1 - Gecekondu, URL: <http://www.ejts.org/document117.html>
To quote a passage, use paragraph (§).

Tümertekin, Erol (1973) 'Türkiye'de şehirleşme ve şehirsal Fonksyonlar / Urbanization and Urban Fonctions in Turkey', İstanbul, *Publication of Istanbul University Geographical Institute* 1840, 72.

Türkdoğan, Orhan (2002) *Gecekondu. İnsan ve Kültür. İstanbul Örnek Olayı* (Gecekondu. Hommes et Culture. Le phénomène exemplaire d'Istanbul), İstanbul, Genar.

Türkeli, Nalan (1995) *Varoş'ta kadın olmak* (être une femme dans la zone), İstanbul, Gökkuşluğu.

Ulutaş, C. ; Öztürk, C. (2000) 'Gecekondu projesi yargıyı zedeleyecek' (le projet de gecekondu va bafouer la justice), *Cumhuriyet*, 15 Ekim, p.8.

Vaner, Semih ; Yerasimos, Stéphane (1988) 'Petite chronique des "gecekondu"', in *Istanbul*, Paris, Autrement, Série "Monde" H.S., n°29, pp.151-154.

Wedel, Heidi (1993) *Lokale Politik und Geschlechterrollen : Stadtmigranten in türkischen Metropolen*, Hambourg, Deutsches Orient-Institut.

Yalcıntan, Murat Cemal ; Erdem, Adem (2003) 'Impacts of "Gecekondu" on the Electoral Geography of Istanbul', *International Labor and Working Class History* 64, October, pp. 91-111.

Yasa, İbrahim (1966) *Ankara'da Gecekondu Aileleri* (les familles des gecekondu d'Ankara), Ankara, Sağlık ve Sosyal Yardım Bakanlığı, Sosyal Hizmetler Genel Müdürlüğü Yayınları, n°64.

Yavuz, Fehmi (1953) 'Bina yapımı teşvik', *İller ve Belediyeler Dergisi*, pp.63-68.

"Yasadışı İstanbul" (l'Istanbul illégal), *İstanbul Dergisi* 11, Kasım, pp.47-82.

Yerasimos, Stéphane (1988) 'La planification de l'espace en Turquie', *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 50(4), pp.109-122.

Yerasimos, Stéphane (1996) 'İstanbul : la naissance d'une mégapole', *Revue Géographique de l'Est* 4, pp.189-215.

Yerlici, Vedat (1994) 'A New Model for Turning Squatter Settlements into Modern Residential Districts', *International Journal for Housing Sciences*, 18(4).

Yörükhan, T. (1968), *Gecekondu ve Gecekondu Bölgelerinin Sosyo-Kültürel Özellikleri* (particularités socio-culturelles des gecekondu et des zones de gecekondu), Ankara, İmar ve İskân Bakanlığı.